

§ 3. En cas de procédures judiciaires ou administratives relatives aux mesures visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, dans le cadre desquelles l'auteur de signalement démontre qu'il a effectué un signalement ou une divulgation publique et qu'il subit un préjudice, il est présumé que la mesure a été prise en représailles du signalement ou de la divulgation publique. Dans de tels cas, il incombe à la personne ou à l'établissement qui a pris la mesure préjudiciable de démontrer que cette mesure était fondée sur des motifs dûment justifiés.

§ 4. Les auteurs de signalement n'encourent aucune responsabilité concernant :

1° l'obtention des informations qu'ils signalent ou divulguent publiquement, conformément à l'article V.230/9, § 1^{er}, alinéa 2, à condition que cette obtention ou cette divulgation publique ne constitue pas une infraction pénale ;

2° le signalement ou la divulgation publique des informations conformément à l'article V.230/9, § 1^{er}, alinéa 2, s'ils avaient des motifs raisonnables de croire que le signalement ou la divulgation publique des informations était nécessaire pour révéler une violation et dans la mesure où le signalement ou la divulgation publique est effectué(e) dans les conditions prévues à l'article V.230/9.

§ 5. Sans préjudice de l'application du paragraphe 4, l'obtention, l'utilisation ou la divulgation d'un secret d'affaires n'est considérée comme licite aux fins de l'application du présent décret que s'il est obtenu conformément à l'article XL.332/3 du Code de droit économique. ».

Art. 49. Dans le même code, modifié en dernier lieu par le décret du 15 juillet 2022, au même chapitre 7, est ajouté un article V.230/18, rédigé comme suit :

“ Art. V.230/18. Les personnes suivantes font l'objet d'une sanction administrative ou disciplinaire :

1° les personnes qui entravent ou tentent d'entraver un signalement ;

2° les personnes qui violent la confidentialité de l'identité des auteurs de signalement ;

3° les personnes qui ont sciemment signalé ou divulgué publiquement de fausses informations. ».

Art. 50. Dans le même code, modifié en dernier lieu par le décret du 15 juillet 2022, au même chapitre 7, est ajouté un article V.230/19, rédigé comme suit :

“ Art. V.230/19. Un contrat ou les conditions de travail ne peuvent contenir des dispositions renonçant aux droits visés dans le présent titre. Toute disposition à cet effet est nulle et non avenue. ».

CHAPITRE 4. — Entrée en vigueur

Art. 51. Le présent décret entre en vigueur le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 23 juin 2023.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,

J. JAMBON

Le ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des animaux et du Vlaamse Rand,

B. WEYTS

Note

(1) Session 2022-2023

Document : – Projet de décret : 1682 - N° 1

– Amendements : 1691 – N°1

– Rapport : 1691 – N°2

– Texte adopté en séance plénière : 1691 – N°4

Annales – Discussion et adoption : séance du 21 juin 2023.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/41694]

20 MARS 2023. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 28 janvier 2022 concernant certaines subventions gérées par Bruxelles Economie et Emploi qui sont assimilées aux dépenses soumises à des règles organiques

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Budget,

Vu l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, les articles 81, alinéa 1, 82, alinéa 3 et 83, alinéa 1 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 décembre 2021 relatif au contrôle budgétaire, à l'établissement du budget, aux modifications du budget et au monitoring de l'exécution du budget de l'entité régionale, les articles 50, §2 et 76, §3 ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2023/41694]

20 MAART 2023. — Ministerieel besluit houdende wijziging van het ministerieel besluit van 28 januari 2022 betreffende bepaalde subsidies die worden beheerd door het bestuur Brussel Economie en Werkgelegenheid van de GOB die worden gelijkgesteld aan de uitgaven onderworpen aan organieke regels

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Begroting,

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, de artikelen 81, eerste lid, 82, derde lid en 83, eerste lid ;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 december 2021 betreffende de begrotingscontrole, de begrotingsopmaak, de begrotingswijzigingen en de monitoring van de uitvoering van de begroting van de gewestelijke entiteit, de artikelen 50, §2 en 76, §3 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 janvier 2022 concernant certaines subventions gérées par Bruxelles Economie et Emploi qui sont assimilées aux dépenses soumises à des règles organiques ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 3 octobre 2022 ;

Considérant que l'AB 12.019.39.03.5112 « Subventions d'investissement aux entreprises privées dans le cadre du projet urbain Cairgo Bike » a été créée pour assurer la continuité du système de bonus pour des primes à l'achat de vélos cargo ou de remorques pour vélo, pour les entreprises puisque le projet, cofinancé par FEDER, est sur le point d'être épuisé mais, face au succès, il a été décidé de mettre en place la continuité du dispositif qui est désormais financé à 100 % par la Région, que, par conséquent, le traitement sera exactement pareil à celui effectué dans le cadre du FEDER (éligibilité, calcul, montant de l'aide et procédure de contrôle) ;

Considérant que ces dépenses sont octroyées dans les limites des crédits budgétaires annuels ;

Considérant que l'intervention des organes de contrôle pour ces dépenses n'a pas de grande valeur ajoutée puisque ce n'est pas compatible avec les réalités et les besoins fonctionnels relatifs à la gestion des dépenses concernées et qu'elle surchargerait les organes de contrôle ;

Considérant que, en application de l'article 4, §4 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, les principes d'efficacité, d'efficacités et d'économie recommandent que les dépenses concernées soient gérées suivant la procédure applicable aux dépenses organiques ou suivant la procédure dérogatoire ;

Considérant que cette dérogation est assortie d'une maîtrise des risques garantie et démontrée par les services administratifs gestionnaires,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1 de l'arrêté ministériel du 28 janvier 2022 concernant certaines subventions gérées par Bruxelles Economie et Emploi qui sont assimilées aux dépenses soumises à des règles organiques, ci-après l'arrêté, modifié par les articles 1 des arrêtés ministériels du 7 mars 2022, du 25 mars 2022, du 27 septembre 2022 et du 7 mars 2023 modifiant l'arrêté ministériel du 28 janvier 2022 concernant certaines subventions gérées par Bruxelles Economie et Emploi qui sont assimilées aux dépenses soumises à des règles organiques, dans la liste des allocations de base incluses, l'allocation de base 12.019.39.03.5112 est insérée avant l'allocation de base 12.021.31.01.3450 .

Art. 2. Le Directeur général de Bruxelles Finances et Budget du Service Public Régional de Bruxelles est chargé de transmettre une copie de cet arrêté au Ministre compétent, à l'Administration compétente, à la Cour des Comptes, au Parlement, à l'Inspection des Finances, aux Contrôleurs des engagements et des liquidations, à la direction de la Comptabilité et au service du Budget, du Contrôle budgétaire et du Contrôle de gestion du Service public régional de Bruxelles.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets à partir de la date de la signature du Ministre du Budget.

Bruxelles, le 20 mars 2023.

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
chargé du Budget,
S. GATZ

Gelet op het ministerieel besluit van 28 januari 2022 betreffende bepaalde subsidies die worden beheerd door het bestuur Brussel Economie en Werkgelegenheid van de GOB die worden gelijkgesteld aan de uitgaven onderworpen aan organieke regels;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 3 oktober 2022;

Overwegende dat de BA 12.019.39.03.5112 "Investeringsubsidies aan privébedrijven in het kader van het stadsproject Cairgo Bike" gecreëerd werd om de continuïteit van het bonussysteem voor de aankoop van bakfietsen of fietskarren te waarborgen, voor ondernemingen, aangezien dit door EFRO medegefinancierde project dreigt uitgeput te raken, maar gezien het succes besloten is tot het opzetten van de continuïteit van het systeem, nu 100% volledig gefinancierd door het Gewest, dat derhalve de behandeling precies hetzelfde zal zijn als in het kader van het EFRO (subsidiabiliteit, berekening, steunbedrag en controleprocedure);

Overwegende dat deze uitgaven worden toegekend binnen de grenzen van de jaarlijkse begrotingskredieten;

Overwegende dat de tussenkomst van de controleorganen voor deze uitgaven geen grote meerwaarde betekent aangezien dit niet verenigbaar is met de realiteit en met de functionele behoeften met betrekking tot het beheer van de betreffende uitgaven, en dat zij de controleorganen zou overbelasten ;

Overwegende dat, in toepassing van het artikel 4, §4 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, de beginselen van doeltreffendheid, doelmatigheid en zuinigheid aanbevelen dat de betreffende uitgaven zouden worden beheerd volgens de procedure die van toepassing is op de organieke uitgaven of volgens de afwijkende procedure;

Overwegende dat deze afwijking gepaard gaat met een risicobeheersing die wordt verzekerd en aangetoond door de beherende administratieve diensten,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 28 januari 2022 betreffende bepaalde subsidies die worden beheerd door het bestuur Brussel Economie en Werkgelegenheid van de GOB die worden gelijkgesteld aan de uitgaven onderworpen aan organieke regels, hierna het besluit, gewijzigd door de artikels 1 van de ministerieel besluiten van 7 maart 2022, 25 maart 2022, 27 september 2022 en 07 maart 2023 houdende wijziging van het ministerieel besluit van 28 januari 2022 betreffende bepaalde subsidies die worden beheerd door het bestuur Brussel Economie en Werkgelegenheid van de GOB die worden gelijkgesteld aan de uitgaven onderworpen aan organieke regels, worden, in de lijst van opgenomen basisallocaties, de basisallocatie 12.019.39.03.5112 ingevoegd voor de basisallocatie 12.021.31.01.3450.

Art. 2. De Directeur-generaal van Brussel Financiën en Begroting van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel wordt ermee belast een afschrift van dit besluit te bezorgen aan de bevoegde Minister, het bevoegde Bestuur, het Rekenhof, het Parlement, de Inspectie van Financiën, de Controleurs van de vastleggingen en vereffeningen, de directie Boekhouding en de dienst Begroting, Begrotingscontrole en Beheerscontrole van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking vanaf de datum van ondertekening door de Minister van Begroting.

Brussel, 20 maart 2023.

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Begroting,
S. GATZ